

Administration du pétrole—Loi

bénéfices d'exploitation. Sur un baril de pétrole de \$40, il ne reste que des brouilles.

Si le ministre se figure que tout le monde va se bousculer pour aller prospecter dans les terres domaniales, je crains qu'elle n'aille au devant d'une déception. Tout en préparant mon intervention, j'ai lu un certain nombre des discours prononcés par les députés au sujet de la loi sur l'administration du pétrole et je me suis demandé combien de Canadiens savent de quoi nous parlons. Plus d'un doit s'étonner de nous entendre parler de poissons, de poulets, de phoques, de rats musqués, du cheikh Yamani et de Ronald Reagan. Ils doivent vraiment se dire: Se préoccupent-ils vraiment de la question de l'énergie au Canada?

Pour ceux qui ont suivi le débat, je ne serais pas surpris qu'ils s'inquiètent avant tout de l'avenir de leur pays, de leur emploi, et des perspectives futures pour leur famille. Ils doivent se demander ce qui arrive à leur pays, s'ils vont avoir un emploi et ce que le sort réserve à leur famille. Que peuvent bien se dire les ouvriers des aciéries en constatant que les puits de forage se déplacent vers les États-Unis? Que peut bien se dire le pêcheur de Halifax en payant 14 cents de plus le gallon de gasoil pour faire marcher son bateau afin que le gouvernement puisse acheter plus de compagnies pétrolières? Que peuvent bien se dire les constructeurs immobiliers de Calgary en voyant les ressources humaines et financières de l'industrie pétrolière canadienne s'enfuir aux États-Unis pour y conquérir l'industrie pétrolière américaine?

Nous avons une politique nationale de l'énergie. La raison pour laquelle nous discutons actuellement du prix du pétrole et du gaz ainsi que de la loi sur l'administration du pétrole, c'est parce que le gouvernement, quoi que vienne d'en dire le ministre à l'instant, n'a jamais négocié de bonne foi avec les provinces productrices. Il n'en a d'ailleurs jamais eu l'intention. Jamais il n'a souhaité parvenir à une entente. Il voulait simplement imposer sa politique énergétique nationale. Cette politique n'a malheureusement rien d'un plan énergétique. C'est une attaque en règle contre une province et un secteur industriel et n'a aucun rapport avec les questions énergétiques. Cette offensive contre une province et un tarif est unique dans l'histoire de notre pays.

Ce document est une insulte contre notre système de gouvernement, contre notre style de vie et contre le Parlement. Il est mensonger, prétentieux, truffé de contre-vérités, d'inexactitudes et d'abus de pouvoir. La politique énergétique n'est pas conçue pour résoudre les problèmes énergétiques du Canada. Elle se fonde sur deux principes. Le premier consiste à retirer aux provinces le contrôle des ressources naturelles, à prendre le contrôle d'un secteur industriel et à le mettre entre les mains des bureaucrates fédéraux. Cette stratégie se fonde sur l'acceptation du principe d'une planification économique centralisée et de la primauté de l'État sur l'individu. C'est un plan pour appliquer la doctrine que le premier ministre (M. Trudeau) a fait passionnément sien depuis longtemps. Voici ce qu'il a dit de sa doctrine: «Étant donné que ni les particuliers ni le système économique en soi ne peuvent remédier aux problèmes économiques du Canada, nous sommes forcés, que cela nous plaise ou non, de nous tourner vers l'État. Dans le processus de production, l'initiative et la propriété privées, l'initiative et la propriété collectives, l'initiative publique et la nationalisation sont les seuls moyens d'atteindre des objectifs sur les plans

humain et économique. A elle seule, l'initiative privée ne peut garantir la prospérité commune, qui passe par la planification. Il me semble évident que l'entreprise privée s'est montrée incapable de résoudre les problèmes que posent l'éducation, la santé, le logement et le chômage.»

● (1500)

Je voudrais poser à mes compatriotes canadiens la question suivante: Comment le Canada a-t-il été bâti? Comment notre système d'éducation a-t-il été mis sur pied? Comment notre régime de santé et de logement ont-ils vu le jour? Est-ce au gouvernement ou aux Canadiens que nous les devons?

On a beaucoup parlé récemment de la séparation de l'Ouest du Canada. Étant originaire de Calgary, je suis très au courant des sentiments d'amertume, de désespoir et d'hostilité qui existent dans cette région du pays. Personne ne peut aller à Calgary de nos jours sans ressentir ce profond sentiment d'exaspération et d'hostilité. J'ai reçu de mes commettants des centaines de lettres dans lesquelles ils expriment leurs craintes et leur mécontentement. Permettez-moi de vous en lire une:

Je veux tout simplement vous signaler que je ne puis accepter l'idée de la séparation. Le Canada, d'un océan à l'autre, est trop important pour moi.

Lorsque les mineurs de Springhill, en Nouvelle-Écosse, étaient prisonniers sous terre, j'ai personnellement ressenti leur angoisse, parce qu'il s'agissait de mes concitoyens, de Canadiens. Même si la grande tragédie que vient de subir l'Italie m'a profondément attristé, cela ne m'a pas touché de la même façon. Il nous semble que les Canadiens français se plaignent depuis toujours de l'injustice qui leur est faite. Nous, de l'Ouest, ne les avons jamais compris et nous ne les comprenons toujours pas, mais nous avons répondu à leur angoisse et à leur profond désir de demeurer dans le Canada. Nous avons pris part à deux guerres mondiales pour défendre le Canada. Je n'ai heureusement eu qu'un cousin, enseveli dans la baie de Fundy, qui est mort à la guerre. Mon beau-père s'est battu dans les deux guerres mondiales. Nos grand-parents ont grandi au Canada et nous ont légué la possibilité de construire et de réaliser beaucoup de choses.

Nous avons certes été mécontents de l'indifférence que les régions centrales ont manifestée à notre égard, mais nous avons cru et prospéré. Je ne puis rejeter tout cela à cause de Trudeau et de ses détestables acolytes. Je crois avoir quelque chose en commun avec mes concitoyens des provinces de l'Atlantique (même si je n'ai jamais pris le temps de visiter ce coin du pays).

J'aime bien mes amis ontariens, malgré les œillères qu'ils portent. Je crois fermement que notre point de vue, nos sentiments et nos émotions seront entendus et reconnus. Je sais fort bien que si je dois me battre—et je suis prêt à le faire—ce sera pour préserver l'unité du pays. Je ne puis accepter la séparation comme solution.

Je suis si bouleversé par le sentiment et l'ambiance qui règnent à Calgary, même si je les comprends parfaitement et que je reconnais le bien-fondé des griefs exprimés, que j'éclate sans cesse en sanglots. Après mûre réflexion, j'en suis venu à conclure que je me battrais pour le Canada.

Tous les Canadiens, y compris ceux de l'Ouest, savent bien que le Canada est plus grand que tout premier ministre. Le Canada survivra au programme énergétique national, il survivra aussi au parti libéral. Tout comme moi, la majorité des Canadiens de l'Ouest croient en leur pays.

L'autre jour, deux députés néo-démocrates ont accusé mon leader d'attiser les flammes du séparatisme dans l'Ouest. Au cours des deux dernières semaines, j'ai assisté à trois réunions, à Winnipeg, Vancouver et Calgary, au cours desquelles mon chef a pris la parole. Il s'est fait le défenseur du Canada contre les intérêts de ceux qui voudraient rejeter la Confédération. Ces deux députés du Nouveau parti démocratique savent très bien que mon chef s'opposera vigoureusement à toute option séparatiste. Ils savent que le chef de l'opposition (M. Clark) est un partisan inconditionnel de l'unité canadienne. Ces accusations, c'est de la bouillie pour les chats. Ils voulaient seulement faire les manchettes.